



10 - 2017

Commission Exécutive Fédérale

23/24 Oct. 2017
MONTREUIL

Fédération Nationale des Salariés de la Construction du Bois et de l'Ameublement

■ Case 413 ■ 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex ■ Tél. : 01 55 82 85 02 ■ Fax. : 01 48 59 10 37
■ Site : www.construction.cgt.fr ■ Email : construction@cgt.fr ■ Imprimé par nos soins
■ Directeur de la publication : Jean-Pascal FRANÇOIS
■ N° de commission paritaire de presse : 0410 S 06471

Sommaire

Lundi 23 Octobre 2017

>>> Présents : 33

Mardi 24 Octobre 2017

>>> Présents : 39

- **Actualité Sociale** → Frédéric MAU
- **Rôle du Politique** → Jean-Pascal FRANÇOIS
- **Revendicatif** → Philippe GABORIEAU
- **International** → Franck REINHOLD VON ESSEN

Relevé de Décisions

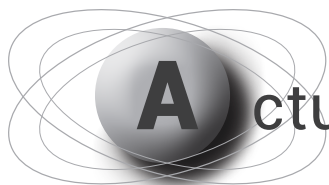
■ Vote pour le maintien du Boycott des **négoiations nationales et régionales à la FFB.**

> Contre : 2 - Abst. : 2 - Pour : 31

■ Vote de l'extension du Boycott des négociations nationales et régionales dans tous les secteurs professionnels du champ fédéral **le temps de la procédure juridique contre notre administrateur fédéral et de l'ouverture d'une négociation pour la reconnaissance de la pénibilité.**

> Contre : 8 - Pour : 28





Quand on veut
poursuivre un objectif,
on trouve

des moyens.

Quand on ne veut pas,
on trouve

des excuses

Cher(e)s Camarades, bonjour à tous,

A nouveau, notre organisation est sur le champ de la lutte. A nouveau, nous bataillons presque seuls face à cet adversaire « *sans nom et sans visage* », mais que nous, nous identifions parfaitement ! Les patrons des entreprises financiarisées sont les nouveaux occupants des palais régaliens. Hier, ils dirigeaient le pays via les cadeaux, la corruption, la soumission et parfois la menace sur d'éventuelles révélations d'ordre privé. Chez VINCI, nous avons pu assister à ce type de cabale afin de débarquer ZACHARIAS, devenu complètement taré ... Par des lettres anonymes d'un corbeau parfaitement identifié. Au demeurant, un corbeau réputé comme « *ayant un problème avec les femmes* ». Par une campagne plus officielle de dénigrement sur la santé mentale défaillante du PDG, etc. Bref, leur méthode est calquée sur leur propre peur et à savoir l'image ! La réputation ! La bien séance, entre prédateurs jamais rassasiés ! ...

Donc plus besoin de payer la corruption. Le bouffon du Roi versaillais est à la tête du royaume France ! Prêt à dépecer, prêt à piller encore plus, prêt à faire saigner davantage, se repaissant des larmes des veuves et de la paupérisation du peuple avec un bonheur orgasmique à peine dissimulé ...

Les attaques, perpétrées par la caste des exploiteurs, vont bien au-delà de l'anéantissement du Code Republicain du Travail. C'est bien de la pérennisation du pacte républicain qu'il s'agit. Par le mimétisme du management, pratiqué dans les grands groupes, et transposé dans la gouvernance étatique. Management basé uniquement sur la soumission. La stratégie de l'évaporation des « *amortisseurs sociaux* » est un outil de soumission, tout comme la pratique de l'ignorance imposée à tout un pays. Ils pillent notre Sécurité Sociale, notre bien commun. On nous embourbent la facture du dévissage financier de notre Protection Sociale. Dévissage lié directement à l'allongement de la durée de vie au travail, donc l'allongement de la Pénibilité et des effondrements massifs des capitaux santé qui constituent déjà et à ce jour un carnage génocidaire. « *Génocidaire ? Vous ne pouvez l'écrire, il n'y a pas la volonté de tuer !* » La transformation du salariat dans des volumes qui défient l'entendement dans le Bâtiment, de statut organique à esclave détaché nous permet d'affirmer au contraire que l'anonymat du salariat détaché réduit à la gratuité le coût du sang versé ! C'est notre vérité ! C'est notre réalité ! Au quotidien.

S'agissant des ordonnances et de leur traduction concrète dans l'entreprise qui confine à une escroquerie intellectuelle, puisque au nom du dialogue social et de la démocratie. Au nom du bien commun et de l'emploi, le gré à gré remplace le contrat (*de travail*), l'asservissement remplace la subordination.

Concrètement et partiellement, voici ce qui est prévu dans l'application des ordonnances dans notre champ fédéral (Documents FFB) :

→ Lorsque l'employeur, de son seul jugement, considérera que le salarié peut rentrer déjeuner chez lui, l'indemnité de repas sera supprimée.

→ L'indemnité de trajet est supprimée. L'itinérance n'est plus reconnu et le chantier comme unique lieu d'embauche est sanctuarisé.

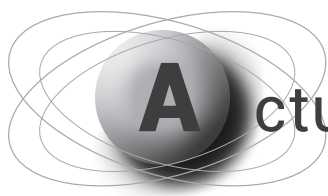
→ Si l'employeur organise le transport, les salariés ne seront plus considérés en grands déplacements. L'obligation de loger sur place devient également une condition incontournable afin de bénéficier de l'indemnité des Grands Déplacements.

→ La majoration des ouvriers licenciés de plus de 55 ans est supprimée. Alors qu'en raison de la Pénibilité dans nos professions, elle est plus que justifiée !

→ Les arrêts de travail pour maladie non professionnelle ne seront plus assimilés comme temps de travail effectif. Que ce soit pour le calcul de l'ancienneté comme pour le droit à la retraite, les « *faibles* » seront condamnés à bosser jusqu'au cercueil !

Je vous fais l'impasse sur le sort réservé des camarades élus et mandatés, je suppose que vous maîtrisez, hormis ceux qui résident dans une grotte sans électricité, que l'objectif de l'éradication de la CGT dans l'entreprise, fait partie des plans du bouffon bobo élyséen.

Pour ceux qui en douteraient encore, le levier juridique sur ces objectifs patronaux déclinés plus haut, sera cassé. Ne restera plus que le rapport de force ! J'invite pour celles et ceux qui ont du retard sur cet aspect fondamental de la vie syndicale, d'oeuvrer dès aujourd'hui, à lâcher leurs dossiers afin de construire le dernier >>>



Actualité Sociale

FREDERIC MAU (SUITE)

rempart face à cette dictature imposée par la Finance !

Aucun reproche et aucune culpabilisation vis à vis des camarades dans mon propos. Un simple constat. Le syndicat de service juridique dans l'entreprise a vécu. Il a permis d'aider énormément de salariés ainsi que leur famille, lors de périodes extrêmement compliquées pour eux. Mais le Droit Social est en passe de devenir le sosie de la Responsabilité Sociétale des Entreprises. A savoir le néant absolue, le trou noir du Droit Republicain français !

Au sein de cet environnement hostile qu'est devenue la France, et qui n'est pas du seul fait des « *barbus* », nous sommes tous concernés en tant que syndicaliste CGT. Et pour autant, on peut constater pour beaucoup d'entre nous, l'acceptation d'un fatalisme, contribuant à nous clouer, tous (!), au poteau des vaincus.

Nous maîtrisons ensemble que notre niveau d'engagement syndical peut être différent selon les parcours et expériences de chacun. Croire que la majorité des élus ou des salariés se syndiquent à la CGT, pour la CGT, confine à une naïveté dangereuse pour notre organisation. Les aspirations des uns et des autres sont nombreuses, variées, parfois discutables mais pas dans la majorité des cas. Mais notre devoir nous impose de prendre conscience en tant que dirigeants et faire l'effort de conscientiser autour de nous sur cette inéluctabilité : quand les bas-

tions et les forteresses CGT seront tombés, les tueurs et autres financeurs patronaux de DAESH, ne feront qu'une bouchée de nos forces les moins combatives. C'est de cette évidence dont nous devons nous emparer.

La participation des camarades de notre champ fédéral aux différentes initiatives, tant interprofessionnelles que de branches sur la criminalisation, la discrimination et la répression à l'encontre des nôtres doit devenir pour nous tous LA priorité !

C'est le seul combat dans notre époque actuelle qui vaille ! « *Ils* » ont décidé notre anéantissement ! L'ignorer ou feindre de ne pas le croire peut fournir un sentiment de confort. Ce sentiment sera court et la déception immense. Beaucoup de nos camarades se battent. Et gagnent. Mais nous sommes encore trop peu impliqués dans la réponse appropriée, massive, déterminée et sans concessions sur nos valeurs progressistes, pour que nos adversaires nous craignent.

Et pourtant les potentiels existent. Et c'est bien sur nous, membres de la Direction Fédérale, que cette conscientisation de masse repose. Personne ne fera à notre place.

Cet effort, car il s'agit de rentrer en résistance face à ceux qui ont tout, y compris le régalien, du type maintien de l'ordre jusqu'aux palais de justice, ne nous laisse plus le choix. Y compris de subir le calendrier des

réunions patronales d'entreprise, où même parfois cela peut arriver, des réunions syndicales dites statutaires, mais d'où rien ne sort hormis le plaisir d'être ensemble. Ce « confort », je le déclare ici et parmi vous mes très chers camarades, ne nous est plus permis. Nous ne vous invitons pas au boycott de tout. Nous indiquons simplement que notre échelle des priorités doit être transformée. Si nous avons le temps et les moyens nécessaires à répondre aux attentes et parfois aux besoins de l'institutionnel, pourquoi pas ? Si le mode combat est décidé pour une période donnée pour la défense de l'un des nôtres, chacun en fonction de son niveau d'abnégation se doit de faire que sa parole ou son action collective soit des plus retentissants. A quel que niveau que ce soit. Entreprise, chambre patronale, ministère, etc.

Encore une fois, beaucoup font !... Il faut plus.

Francis ANTOINE m'a déjà fait le reproche que sur mes introductions à nos travaux de la CEF, je ne formulais aucune proposition. N'étant pas tout à fait en accord avec son analyse, je me soumettrais néanmoins à son souhait.

Je vous fais donc 3 propositions et ou orientations de travail :

- du combat !
- Encore du combat !
- Toujours du combat !

Merci de votre écoute mes très chers camarades.

■ **FREDERIC MAU**





... Là
où il y a
la volonté,
... il y a
un chemin
(EINSTEIN)

Cher(e)s Camarades, bonjour à tous,

Il m'a été confié la tâche de vous apporter des éléments de réflexion politique sur notre organisation. Des éléments pour le débat qui devient existentiel.

Des réflexions sur notre vie syndicale pour aboutir à des décisions. Je peux vous confier que j'ai eu du mal à écrire et à rassembler le puzzle des problématiques pour en tirer des idées. J'ai eu du mal à l'écrire

car chaque camarade m'a apporté un cas différent.

Depuis le Congrès de juin, j'ai pas mal discuté et débattu de la problématique que nous affrontons.

Les Schémas sont divers mais les causes sont communes. La solution, nous la trouverons ensemble car comme me le disait un camarade - *lors du repas de clôture du Congrès de l'Union Fédérale des Retraités* - ce qui nous lie fortement **c'est la Fraternité.**

Les choses doivent être dites, sans animosité, sans rancœur, sans attaque, mais sans complaisance, avec franchise et dans la camaraderie. Chercher un « *bouc émissaire* », un responsable, un homme sur qui rejeter les fautes, nous renvoie à nos incapacités. Il est trop simple d'indexer.

Nous sommes trop durs entre nous et chaque emportement ou attaque n'amène que de la dynamique destructive et des comportements néfastes pour le Groupe.

Oui, nous devons diriger mais avec intelligence. Notre force, c'est l'humain, avec ses forces et ses défauts. Faisons attention de ne pas nous détruire par excès. Chacun ici fait de son mieux et même au-delà.

Une équipe, une Commission Exécutive est l'agglomération de savoir et de capacité à l'inverse d'une hiérarchie d'entreprise qui met en avant un chef.

Si beaucoup veulent nous détruire, c'est parce qu'ils ne peuvent concevoir que des femmes et des hommes soient solidaires d'autres. Que des femmes et des hommes peuvent se retrouver devant la juridiction pour défendre des convictions, des idéaux. Alors que s'ils voulaient écouter les sirènes du capitalisme, tel Ulysse, ils pourraient avoir des miettes d'un pseudo pouvoir. Certains d'entre nous sont tombés dans ce piège, mais comment leur en vouloir ? Par contre, nous devons réagir quand cela met en danger l'organisation.

Nos ennemis de classe savent faire parfaitement vibrer la corde de la recherche du pouvoir au sein de l'organisation. No-

tre but, en tant que militants politiques, est que la Fédération soit en meilleure forme que quand on l'a prise en responsabilité. Ou du moins dans un état équivalent ! C'est la seule trace que nous devons laisser.

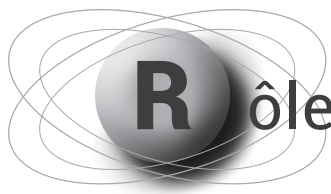
Nous ne devons pas nous cacher derrière notre petit doigt. Les journées d'actions des deux mois passés sont des échecs en terme de mobilisation. Pire encore, je sens un recroquevillement terrible de notre force militante et même dirigeante. J'essaierai par ce rapport de vous faire quelques propositions pour que de manières différentes, nous puissions inverser la spirale négative dans laquelle nous sommes engagés. Je ne parlerai que de nous et j'éviterai de juger les autres (*Fédérations et Confédération*) car je n'ai pas la responsabilité de le faire.



Le débat doit apporter de votre part, les dirigeants fédéraux, un vrai débat constructif pour des idées novatrices.

Les difficultés ne seront vaincues que par un travail collectif. L'équipe est la base du syndicalisme.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » >>>



Rôle du Politique

J-P FRANÇOIS (SUITE)

→ **Faisons fi** de ceux qui pensent que d'accompagner les puissants permettra de récupérer des miettes du capitalisme pour les salariés.

→ **Faisons fi** de ceux qui se servent de la CGT plutôt que de la servir.

→ **Faisons fi** de passer tout notre temps à discuter avec les tenants du pouvoir plutôt que de développer notre outil de syndicalisation. Ceux-ci pensent lutte des classes. Il y a eux et les gueux, comme l'utilise souvent Fredo. La seule chose qu'ils ne connaissent c'est le rapport de force.

A nous de bâtir les fondations de celui-ci. Le rapport de force se construit dans l'entreprise, dans l'établissement par la création de syndicats (*orientation du Congrès*).

→ **Faisons attention** à ne pas nous disperser, à créer ou à faire fonctionner des structures qui sont déconnectées du monde salarial. L'appareil ne doit pas vivre pour l'appareil. L'appareil (*la Fédération*) doit exister pour satisfaire la revendication des salariés. C'est la raison d'être du syndicalisme. Encore faut-il que l'on s'interroge sur quel syndicalisme nous voulons. Ne perdons pas de temps à combattre des chimères, à courir contre des moulins à vents comme « *Don Quichotte* ».

Sommes-nous un syndicalisme avec le salariat ou un syndicalisme qui parle au nom des salariés. Ce que j'appelle un « *syndicalisme de Strate* ». La strate entre ceux qui produisent et ceux qui dirigent. Un syndicalisme où d'autres sont déjà placés car c'est leur logiciel de création. Nous y sommes entraînés corps et esprits, sciemment ou

inconsciemment. Pour cela, débattons de notre rôle.

La CE Fédérale, le Bureau Fédéral doivent être nos priorités organisationnelles. Mais combien de fois sommes-nous absorbés par une autre tâche qui nous semble plus importante ?

Les excuses pour des problèmes familiaux ou de santé ne sont pas le sujet. Le bien-être du militant est la priorité et souvent nous l'oublions !!! La semaine dernière, un camarade intervenait en faisant remarquer que si nous étions dans une entreprise « *normale* » nous pourrions exercer notre droit de retrait. Soyons extrêmement vigilants à ce sujet. Mais Quid des autres absences. Je ne juge pas, je pose une question, la question. **Pour que la Commission Exécutive soit dirigeante, il faut qu'elle soit présente.**

La CEF est une équipe de réflexions et d'actions politiques. Mais faut-il encore qu'on lui en donne les prérogatives. Elle ne doit pas être une chambre d'enregistrement. La CEF est l'outil essentiel de dissolution du pouvoir pour empêcher les jeux de pouvoir. Elle tempère les envies d'autocratie et c'est un vecteur de démocratie.

Nous n'avons pas besoin de moins de CEF mais de plus. **Travaillons dans ce sens.**

A cet instant du rapport, je dois vous amener la question du militantisme, du militant, de nous.

Comme je vous l'ai lu en amont de ce rapport, nous nous éparpillons sur des tâches qui nous semblent importantes mais en réa-

lité elles ne le sont pas. Nous croulons sous des tâches bureaucratiques ou administratives qui oblitèrent nos vraies responsabilités politiques.

Et pour pallier à cela, nous confions à des techniciens ou des administratifs des tâches qui relèvent du politique, et cela, depuis des années. Je tiens à préciser, il le faut, que ces personnes sont remarquables et remarquées mais là n'est pas le propos et que si ils n'existaient pas le problème serait plus grave.

Nous sommes tous dans le même bateau mais n'exagérons pas, ce n'est pas « *le Radeau de la Méduse* » ; par contre, nous devons respecter les rôles définis à chacun par le Congrès.

Un autre exemple : nos relais fédéraux de proximité que sont les Unions Syndicales. Où en sommes-nous ? Ne les laissons-nous pas partir à la dérive ? Certaines n'ont de contact, en exagérant un peu, avec la Fédération que lors de la demande CADAAP. Par contre, rendons hommage au travail fourni par les camarades qui s'en occupent. Ils prennent souvent sur leur temps personnel pour tenir la barre et cela un peu seul.

La Fédération, mais surtout les syndicats qui composent cette structure, doivent plus sûrement prendre en compte cet outil essentiel pour la mise en œuvre des orientations fédérales.

Du même ordre, c'est également vrai des Délégués Syndicaux Centraux. Ils ne peuvent pas porter la politique fédérale dans les entreprises sans être raccord avec la Fédération.

Maintenant, venons-en à quelques propositions en espérant que le débat m'en apportera beaucoup d'autres :

→ **La Commission Exécutive est l'organe de Direction Fédérale.** Nous devons renforcer son rôle et être volontaire sur ce sujet.

→ **Information, formation et prise de responsabilité** doivent être renforcées. C'est à nous de le mettre en œuvre en étant acteurs. Nous devons arrêter de nous plaindre d'être des enregistreurs de décisions et ayons le débat sur le pourquoi de notre surcharge de travail.

→ **Des contacts plus réguliers** doivent avoir lieu, par des conférences ou des visio-conférences par exemple, pour déblayer le terrain pour mettre tout le monde au même niveau de connaissance. Débattons-en !!!

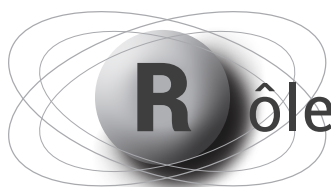
→ **Concernant nos US et les DSC** ; ils sont la pierre angulaire de la Fédération. Celle-ci doit les réunir plus régulièrement. Deux fois par an, au moins, en plus du CNF pour discuter de leurs problèmes spécifiques. Pas d'exclusif, pas d'interdit, de la volonté.

→ **Autre sujet** : nous sommes les champions de la prise de décisions ou de vote d'orientation que nous ne mettons pas en œuvre. Il nous faut stopper cette réalité antidémocratique. En cela, je vous propose que l'ensemble des moyens fédéraux financier de la CADAAP soient imputés à la mise en œuvre politique de nos décisions.

Trop souvent c'est la fête à Neu Neu ! Chacun fait ce qu'il veut. Ce n'est plus possible ! Arrêtons de creuser le trou dans lequel on est. Précisons quand même que nous ne devons pas être des redresseurs de torts ou autres. La réalité est bien plus compliquée et complexe. C'est trop facile d'indexer et de juger quand on n'a pas les mains dans le cambouis. Débats et discussions sont un préalable essentiel et primordial.

→ **Un autre élément** : à de nombreuses reprises, je suis interpellé par des disfonctionnements dans nos relais et nos syndicats et je suis incapable, du fait de notre complexité, de donner une réponse.

Souvent ce sont des problèmes d'egos ou de courses aux postes désignatifs, >>>



Rôle du Politique

J-P FRANÇOIS (SUITE)

même de pouvoir. C'est Iznogoudien. C'est celui qui veut être le Calife à la place du Calife pour un trône qui souvent est en piteux état. Ça nous prend un temps incroyable pour aucun résultat et ce qui nous fait passer, auprès des camarades, pour des incompetents. Que faire !!!

Devons-nous créer, sous l'égide de la CEF, pour éviter les abus, une Commission de résolutions des conflits.

Je vous renvoie cette question aux débats. Ce sont des faits qui nous empêchent d'avancer et qui, souvent, perturbent nos réunions.

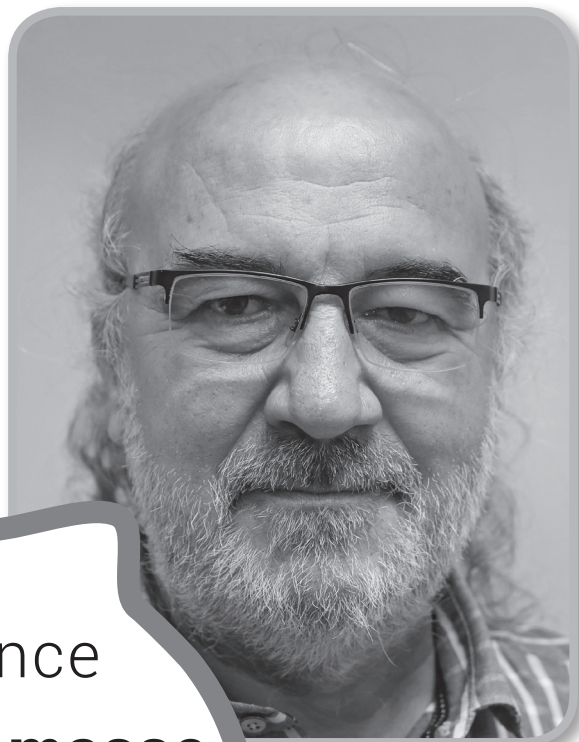
Voilà, mes camarades, quelques idées d'actions et de mise en œuvre. Toutes ces propositions, si vous êtes d'accord, doivent être accompagnées d'un plan de travail, nous engageant toutes et tous et pas seulement le Bureau Fédéral, sinon c'est voué à l'échec.

Ne nous décourageons pas, l'avenir appartient à ceux qui luttent. La CGT est belle. Nous avons une chose que les autres n'ont pas : LA FRATERNITÉ ...

■ JEAN-PASCAL FRANÇOIS



la
cgt



... vers la renaissance
d'un **syndicalisme de masse**
porteur des espérances
d'avenir des salariés
de nos professions.

Cher(e)s Camarades, bonjour à tous,

Cela a déjà été dit, nous vivons une époque particulière où notre modèle social est remis en cause comme il ne l'a jamais été dans l'histoire.

L'attaque menée par le Gouvernement et le MEDEF est sans précédent et a pour objectif déclaré de revenir sur l'ensemble des points qui structure notre modèle construit depuis la fin du dix-neuvième siècle : Code du Travail, Sécurité Sociale, Éducation Nationale, Système de Soins, Assurance Chô-

mage, Allocation Logement, Fiscalité, rien de ce qui existe actuellement ne trouve grâce aux yeux de nos nouveaux décideurs sous le prétexte que ce serait un ancien monde qui n'aurait plus lieu d'être.

Force est de constater que face à cette situation, notre riposte n'est pas à la >>>

hauteur des enjeux, enfermés comme nous le sommes dans un syndicalisme institutionnel et dans des débats et des querelles trop souvent stériles.

Mon propos n'est pas de stigmatiser qui-conque, mais d'essayer d'amener une réflexion sur ce que nous devons absolument modifier dans nos pratiques pour nous permettre de revenir à un syndicalisme proche des préoccupations des salariés, force de proposition et porteur d'espoir.

Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de mettre en doute la bonne volonté et le travail fournis par la plupart de nos camarades dans les différentes institutions représentatives du personnel ni de prétendre que ce travail serait inutile pour les conditions de travail des salariés, mais bien de prendre conscience que ce n'est pas dans ces institutions, mises en place par la coalition politico-capitalistique, que nous réussirons à changer la société. De plus, les moyens accordés à ces institutions, en perpétuelle

diminution depuis vingt ans, prouvent le peu de considération qu'y apportent ces mêmes décideurs. Avec les ordonnances MACRON, ces institutions vont même devenir les fossoyeurs du droit du travail.

Un des premiers points indéniable à améliorer à mon avis rapidement est le manque d'implication politique, au sens noble du terme, de beaucoup trop de responsables CGT, ici à la CEF mais aussi dans les structures, les groupes, les grosses entreprises et les syndicats, alors qu'ils devraient être les premiers à alimenter le débat. Même s'il convient de reconnaître que le manque de militants dans nos syndicats force nombre d'entre nous au cumul des mandats et donc du travail y afférent.

Ce manque d'implication a comme conséquences directes, le fait que beaucoup trop de décisions politiques sont prises en bureau alors que son rôle statutaire n'est que de mettre en œuvre les décisions prises par la CEF, cet état de fait n'est pas acceptable mais inévitable si les camarades ne s'impli-



quent pas plus, d'abord par leur présence, puis par leur interventions dans les débats.

Pour preuve, les modalités de la journée d'action sur **les libertés syndicales** autour du procès de Philippe, a été abordée lors de trois CEF consécutives et au bout de la troisième journée de débats, la CEF a fini par donner mandat au bureau pour prendre les décisions.

Le résultat ne s'est pas fait attendre avec une très faible participation des salariés, mais surtout des élus et mandatés, alors que si Philippe venait à être condamné à de la prison en plus des 17 000€, c'est le devenir même de l'action syndicale qui serait gravement remis en cause.

Il convient de rappeler que notre rôle premier de direction fédérale est de mettre en œuvre les orientations prises lors de notre dernier Congrès.

Il m'a semblé que ce rappel était indispensable dans une période où la mise en œuvre de nos orientations est confrontée à la mise en place de la loi EL KOMHRI et des ordonnances MACRON qui sont autant d'embûches et d'obstacles que nous ne pourrions surmonter qu'ensemble par la qualité de nos débats et de l'implication collective.

En effet, nous arrivons au moment où la loi EL KOMHRI va commencer à produire ces effets, notamment sur la restructuration des branches professionnelles.

Pour mémoire sur ce point, cette loi, entre autre, partait du postulat que le nombre de Conventions Collectives couvrant les salariés était trop important, que parfois certaines de ces Conventions ne couvraient qu'un nombre restreint de salariés et qu'il fallait donc les restructurer quitte à fusionner certaines d'entre elles.

Malheureusement pour les salariés, dans une période où le rapport de force n'est pas

en notre faveur, le patronat a décidé de profiter de cette restructuration pour « *toiletter* » comme ils disent, les dites Conventions. Certaines négociations ont, d'ores et déjà commencé, comme dans le Bâtiment et les premières propositions faites par les syndicats patronaux dans ce toilettage consistent à supprimer les quelques avantages qui restaient dans nos professions, comme par exemple l'indemnité de trajet ou la rédefinition des grands déplacements.

Il y a fort à parier que la FFB et leurs complices objectifs, à savoir les syndicats réformistes ne séviront pas que dans le Bâtiment mais que cette attitude sera généralisée à toutes les Conventions Collectives de notre champ professionnel. Sur ces sujets, il y a urgence, d'autant plus qu'à l'origine ce travail de restructuration devait être fait avant la fin 2019 et que les ordonnances MACRON ont ramené ce délai à fin 2018.

En plus de ce toilettage lié aux restructurations des branches professionnelles la loi EL KOMHRI prévoyait aussi l'obligation de définir l'ordre public conventionnel, c'est-à-dire les sujets sur lesquels la loi prévoyait la prépondérance des Conventions Collectives sur l'accord d'entreprise, les ordonnances MACRON ont diminué le nombre des points, il faudra aussi définir les sujets pouvant faire l'objet d'un verrouillage par la Convention et pour lesquels l'accord d'entreprise ne pourrait pas déroger. Ces points sont strictement encadrés par la loi et les ordonnances, mais le combat mené par les Routiers ou les Ports et Docks nous a montré que des lignes pouvaient bouger.

Il va être aussi nécessaire de se positionner sur les contrats précaires, CDD, intérimaires et contrat de chantier qui font être un autre des sujets abordés lors de ces négociations. Il faut préciser, encore une fois, que toutes ces négociations devraient avoir lieu en 2018 et qu'il nous faut >>>

donc mener une réflexion sur l'ensemble de ces sujets rapidement.

C'est pourquoi aujourd'hui, nous devons nous poser la question de savoir si nous sommes en position pour faire face à ce qui nous attend et avoir une riposte à la hauteur de ces enjeux car si notre combat principal est bien le retrait des ordonnances et l'abrogation de la loi EL KOMHRI par la construction du rapport de force au plus près des salariés, nous devons quand même faire face à l'ensemble de ces négociations et nous avons donc besoin de reprendre nos cahiers revendicatifs à la lumière de cette nouvelle donne afin que nos revendications soient cohérentes dans l'ensemble de nos Branches Professionnelles et en adéquation avec notre Document d'Orientement notamment sur la sous-traitance.

Notre décision de boycotter l'ensemble des négociations sur notre champ fédéral, ne nous dédouanera pas de ce travail puisque ce boycott devra être accompagné par une communication importante vers nos syndicats et vers les salariés de nos Branches. Je vous propose donc de créer **un collectif revendicatif** où devront être, dans un premier temps, l'ensemble des camarades appelés qui ont été mandatés pour les négociations de Branche et dans un deuxième temps l'ensemble des camarades intéressés par le sujet. L'objectif étant de réunir ce collectif dans les plus brefs délais afin qu'il puisse alimenter la CEF sur ces sujets mais

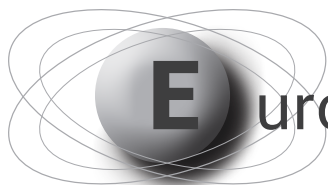
aussi les camarades dans les syndicats d'entreprises pour aller au débat avec les salariés sur leurs préoccupations directes, seul moyen efficace, à mon sens, de se mettre en situation pour créer le rapport de force nécessaire aux luttes à venir.

Comme je l'ai dit dans mon introduction, nous vivons une période particulière où les enjeux pour l'avenir du syndicalisme sont cruciaux : ou nous ne savons pas nous mettre à la hauteur des enjeux - *et notre survie même est menacée* - ou nous sommes en capacité de rehausser notre niveau de réflexion et d'implication - **et nous pourrions voir la renaissance d'un syndicalisme de masse porteur des espérances d'avenir des salariés de nos professions** - .

Merci mes Camarades de m'avoir écouté et place au débat.

■ PHILIPPE GABORIEAU





Europe/International

FRANCK REINHOLD VON ESSEN



Collectif Europe/ International

- Envie de le faire.
- Etre patient, syndicalisme = école de la frustration / Europe = Université de la frustration.
- Connaitre un peu l'anglais et être « démerde ».
- Etre capable d'entendre des propos qui vous choquent en continuant de respecter les gens qui les ont proférés donc comprendre les modes de fonctionnements syndicaux en Europe et par le Monde ainsi que les coulisses politiques des Instances et qui pèsent quoi et pour qui.
- Disponibilité.
- Attente de la fin des ordonnances pour savoir qui aura les moyens de satisfaire.

Objectifs

- Déléguer un maximum,
- Construction 1/2,
- Bois 1/2,
- Fiec 1/2,
- Santé Sécurité 1/2,
- Retour ensemble (1 réunion par trimestre) à voir, sinon retour par courrier et mailing.
- Franck,
- Fetbb,
- IBB.

Séminaire et Congrès (selon dispo de chacun le lien étant Marina).

Point Central

- Technique et réseautage c'est Marina (Exemple Demain).
- Intervention politique : Franck.

Actualités Europe

18 Octobre :

- Intervention Parlement Européen. Marina.

→ Réunion audition

Groupe Sociaux Démocrate du parlement.

→ Intervention sur les mécanismes de fraudes à la secu dans une transnationale.

→ Seule présence de la FNCSBA pas d'autres syndicats français autour de la Table.

24-25 Octobre :

→ Révision règlement de coordination des systèmes de Sécurité Sociale sur les fraudes et abus à la Sécurité Sociale dans une dimension transnationale (des Inspecteurs du travail européen, Directeur du CLEISS (possibilité coopération), 10 pays.

→ Intervention : Marina le 24.

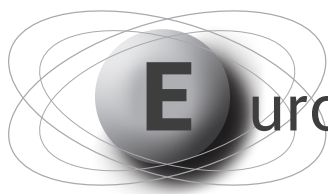
→ Intervention : Franck le 25.

→ Seule présence de la FNCSBA pas d'autres syndicats français autour de la Table.

→ Lien collectif confédéral : proposition de coordination des amendements (Sécu Sociale) = sans suite.

Travail de réseautage de Marina, FNCSBA directement contacté par rapport à notre opinion pour les changements à apporter au texte (Sécurité Sociale) Député Européen français Guillaume BALAS (Groupe Socialiste et Démocrate, Commission de l'emploi et des affaires sociales = Directive Détachement et Sécurité Sociale).

→ propositions (Sécurité Sociale) : >>>



→ 3 mois affiliation sécurité pays d'origine avant le départ.

→ 25% activité (*chiffres d'affaires*).

Emission A1 obligatoire avant le départ du Salarié, Opposabilité des A1 : Ne pas les considérer OK car remis par l'état détacheurs. Pouvoir remettre en cause les certificats A1 auprès des organismes les émettants pour cela instaurer un cadre de coopération propice.

→ Financement FETBB-IBB (Franck).

→ Groupe sud/ indépendance Politique et Financière.

Plusieurs réunions suite à projet conjoint entre les deux présidents des 2 Fédérations :

→ Présidium Commun à Stockholm (*Franck auditeurs*).

→ Exco à Bruxelles (*Marina, Franck*).

→ Réunion des auditeurs des deux Fédérations à la CGT (*Franck + 2 auditeurs IBB*).

→ Réunion Groupe Sud (*Bruxelles FGTB, Paris CGT, Bruxelles FETBB*) (*Marina et Franck*).

Prises de positions communes et rassemblement de plusieurs autres syndicats autour de notre vision de l'indépendance de la FETBB par rapport à la Fédération mondiale.

Today : Groupe Sud la semaine dernière, (quid des espagnols UGT, CCO) puis résolutions et amendements pour le Congrès.

→ Congrès Durban (*recommencer à s'investir*).

- Amendements : Incompatibilité des mandats exécutifs.

- Résolutions : Palestine : le Travail Décent est impossible sous zones militaires. Accords Cadre Internationaux associant les représentants des travailleurs.

- Pour un avenir durable aux plans politiques et financiers.

- + résolution migrants hors délais mais en procédure d'urgence.

→ Franck Auditeurs/Comité mondial, Serge en intervention syndicalisme de réseau, Marina intervention syndicalisme innovant + autres thèmes selon les ateliers.

Plainte OIT :

→ transmise par la FETBB aux affiliés européens. 3 pays soutiennent déjà (*Belgique, Roumanie, Bulgarie*). L'OIT se veut très favorable sur notre démarche (*Marina a rencontré des experts sur les normes*). La semaine dernière exposition et explication de la démarche aux syndicats Italiens, Espagnols ... en réflexion sur leurs soutiens mais en bonnes voies.

Industrie Ciments :

→ 15-16 Nov. en Serbie. But créer des réseaux syndicaux forts au sein des multinationales du ciments (LAFARGE-HOLCIM, CRH, TITAN, CEMEX). Sylvain MORENO (*suite de son investissement PANAMA*) et Marina (*étude mondiale sur les conditions de travail dans les industries cimentières*).

→ 1-2 Nov. en Allemagne. But : créer un syndicalisme international et un réseau mondial chez HEDEILBERG (*suite à fusion avec ITALCIMENTI*) ;

→ signature en Janvier de l'IBB accord mondial LAFARGE-HOLCIM. (*Avec l'instauration d'un Comité mondial qui permettra la réunion annuelle de tous les délégués syndicaux de tous les continents*).

Qatar :

→ Accord VINCI Qatar avec l'IBB approuvé par le Ministère du Travail Qatari. En lien, Serge est dans le Comité pour les JO 2024 à Paris et nous, nous essayons de faire le lien avec l'IBB pour soutenir une campagne internationale sur les JO.